

OGM: les super mauvaises herbes contre-attaquent

PAR IRIS DEROEUX
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 9 AOÛT 2013

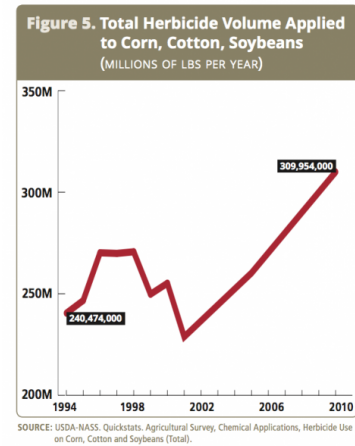
New York, correspondance

Alors qu'en France, le débat sur les OGM s'intensifie après la décision du Conseil d'État de suspendre l'interdiction de cultiver le maïs transgénique de Monsanto, puis celle de François Hollande de prolonger le moratoire sur ces semences, aux États-Unis, un rapport vient apporter de l'eau au moulin des anti-OGM.

[[lire_aussi]]Publié en juillet par **Food and Water Watch** – l'organisation de lutte pour la protection de l'eau et de la nourriture –, le rapport *Superweeds, how biotech crops bolster the pesticide industry* (« Les super mauvaises herbes, ou comment les cultures biotechnologiques renforcent l'industrie des pesticides », **à lire ici**) dévoile l'une des conséquences de l'agriculture aux OGM : le recours à des quantités de plus en plus massives de pesticides nocifs pour la santé et l'écosystème.

Quelques années seulement après la mise sur le marché des semences de Monsanto Roundup Ready, génétiquement modifiées pour être résistantes à un pesticide, le Roundup (également vendu par Monsanto), « les mauvaises herbes ont développé une résistance au glyphosate (le principal composant du Roundup Ready) et les agriculteurs se sont

mis à appliquer de plus en plus d'herbicides : la consommation totale d'herbicides a augmenté de 26 % entre 2001 et 2010 », y lit-on.



L'augmentation du volume d'herbicide. © Food and Water Watch

Cela se traduit d'abord par une augmentation de la dose de Roundup utilisée. « Le volume de glyphosate appliqué aux trois grandes cultures OGM, maïs, coton, soja, a été multiplié par dix entre 96 et 2012 », indique le rapport. « Les fermiers ont commencé par augmenter les doses de Roundup, puis ils sont passés d'une à deux applications par an », précise Chuck Benbrook, agronome à l'université de l'État de Washington, l'un des premiers chercheurs américains à avoir démontré l'augmentation de l'utilisation de pesticides, en 2004. « Les mauvaises herbes sont devenues folles ! À partir de 2005, ils ont commencé à ajouter d'autres pesticides... », poursuit-il.

On assiste ainsi au grand retour du 2,4-D, dont l'usage a augmenté de « 90 % entre 2000 et 2012 », selon les données recueillies par Food and Water Watch auprès du Département de l'agriculture et de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA). Cet herbicide, qui était un composant de l'agent orange utilisé par l'armée américaine au Vietnam, est par exemple interdit au Danemark, en Suède et en Norvège car considéré comme augmentant les risques de cancer, de troubles du système reproductif et d'affaiblissement mental.

Les conséquences de l'usage de ces produits toxiques sont pléthore. Le rapport pointe différentes études montrant que le glyphosate persiste dans les sols

pendant un an après son application, et que le 2,4-D menace pas moins de vingt-huit espèces de saumons. Il rappelle encore les risques liés à l'usage de l'Isoxaflutole (développé par Bayer), toxique pour certains organismes marins, ou encore de l'Atrazine, lié à des problèmes de développement hormonaux de poissons et de grenouilles, notamment observés dans la rivière Detroit. Ce dernier pesticide est d'ailleurs interdit en Union européenne. Et les agriculteurs s'inquiètent de ce retour en arrière, comme en témoigne le conseiller agricole Dan Steiner, dans le Nebraska, **interrogé par la radio publique américaine NPR**, racontant qu'il y a vingt ans, « on devenait malade à force d'utiliser des pesticides (...), je crois que nous nous empoisonnions à petit feu ».

La situation est de plus en plus préoccupante. Quand des mauvaises herbes résistantes étaient recensées dans cinq États américains en 2005, on en compte dans une douzaine d'États en 2012, indique Food and Water Watch. Et cette évolution met les spécialistes d'autant plus en colère qu'elle était parfaitement prévisible, comme le rappelle l'agronome Chuck Benbrook.



© Food and Water Watch

Un cercle vicieux dont il est possible de sortir ?

« L'argument de Monsanto était que les graines Roundup Ready permettraient d'utiliser un seul pesticide, moins risqué que d'autres, et en moindre quantité. L'argument était recevable : les mauvaises herbes et les désherbages sont les pires choses à gérer pour un agriculteur, ça leur a bel et bien simplifié la vie et permettait par la même occasion d'augmenter leurs profits », rappelle-t-il. Dès 1996, ils ont en effet embrassé la technologie, soutenue par des administrations américaines déroulant le tapis rouge pour les géants de l'agrochimie.

Aujourd'hui, les semences dites « Roundup Ready » (prêtes pour le Roundup ou tout autre herbicide principalement constitué de glyphosate)

représentent 93 % du soja, 88 % du coton et 86 % du maïs cultivés aux États-Unis. Si Monsanto est le fournisseur numéro un, cinq autres entreprises dominent ce marché : Syngenta, DuPont, Bayer, Dow et BASF.

« Mais nous avons constaté une baisse de l'usage des pesticides pendant seulement trois ans ! Et les mauvaises herbes ont commencé à résister, ce qui est une évolution logique. Monsanto et consorts ont été maintes fois prévenus », continue Chuck Benbrook. « Si, en 1996, le gouvernement avait au moins imposé à Monsanto d'indiquer sur ses étiquettes que ces semences ne devaient être plantées qu'une fois tous les trois ans, nous aurions pu éviter cette crise et l'agriculture américaine serait plus saine. »



PALMER AMARANTH IN COTTON (TEST PLOT). PHOTO © UNIVERSITY OF ARKANSAS SYSTEM DIVISION OF AGRICULTURE

L'amarante, mauvaise herbe.

Le message semble enfin passer, en témoignent les articles de plus en plus nombreux dans la presse américaine narrant les mésaventures de fermiers du Nebraska, de l'Iowa ou encore de Géorgie ou d'Arkansas, où l'amarante étouffe des champs de coton ou de soja. Mais il est peut-être déjà trop tard.

Les grands groupes des biotechnologies continuent sur leur lancée et proposent comme solution à cette crise... de mettre sur le marché de nouvelles variétés de graines génétiquement modifiées, résistantes à d'autres pesticides que le Roundup. Comme le rappelle le rapport de Food and Water Watch, les entreprises testent actuellement des variétés de semences résistantes à des pesticides « plus dangereux » ; « Monsanto développe des semences résistantes au dicamba, Syngenta du soja tolérant son produit Callisto, et Dow Chemical du maïs et du soja résistant au 2,4-D ».

Ils auraient tort de s'en priver. Comme nous l'apprend encore ce rapport, les grands bénéficiaires de la crise en cours sont les fabricants de pesticides, dont les entreprises de semences et de l'agrochimie elles-mêmes. « *Le marché mondial de la "protection des cultures" a triplé, passant de 26 milliards de dollars en 2001 à 64 milliards en 2012. Les herbicides représentent la moitié de ces ventes. Tandis que le marché des semences génétiquement modifiées a explosé passant de 115 millions de dollars à sa création en 1996 à 15 milliards en 2012, une multiplication par 130* », lit-on.

Est-il seulement possible de sortir de ce cercle vicieux ? « *Il faut diversifier les cultures par tous les moyens* », préconise l'agronome Mike Owen, de l'Université de l'Iowa, un État où de plus en plus d'agriculteurs font face à des « super mauvaises herbes ». Il insiste notamment sur la rotation des cultures (plutôt que de la monoculture), puisqu'elle réduit les risques de résistance. Mais, en Iowa, le chercheur dit constater de « *petits changements, arrivant trop tard* ». « *Trop de fermiers attendent d'avoir des super mauvaises herbes dans leurs champs pour changer de méthode* », juge-t-il, soulignant que l'information sur le sujet est pourtant largement disponible désormais.

« *Cette crise devrait mener à l'abandon de la technologie OGM en agriculture, estime quant à lui Chuck Benbrook. Mais ça n'arrivera pas aux États-Unis, le marché est inondé de ces semences.* » Comme le rappelait mi-juillet Tom Philpott, journaliste du site **Mother Jones**, spécialiste des questions d'agriculture et d'environnement, si les agriculteurs continuent

d'acheter les graines Monsanto, « *c'est en partie par habitude* ». « *Mais la réponse se trouve aussi dans la position dominante des géants des semences OGM sur le marché. Et l'année dernière, le département de la Justice a mis fin sans état d'âme à son enquête sur Monsanto et ses pairs, pour violation des lois anti-trust* », écrit-il **ici**, rappelant une enquête de Michael Gray, de l'université de l'Illinois, montrant que les agriculteurs de l'État ont du mal à s'approvisionner autrement.

« *Aux États-Unis, la solution repose entre les mains des fabricants de semences, qui doivent multiplier l'offre sans OGM* », note Chuck Benbrook, reconnaissant quelques évolutions de ce côté-là. On observe d'une part une augmentation significative des ventes de graines conventionnelles – dont certaines également fabriquées par Monsanto... –, notamment pour le maïs, qui sont en outre moitié moins chères que les semences OGM (**ici**, la croissance des ventes de plusieurs fabricants de semences conventionnelles). S'y ajoute une percée des semences biologiques. « *Ce sont de toutes petites avancées* », tempère Chuck Benbrook.

[[lire_aussi]]Si changement il y a, il arrive aussi, doucement, via les urnes : deux États viennent de voter par référendum pour l'étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM, au nom du « droit de savoir ce que contient la nourriture », le Connecticut et le Maine. Des mesures pour le moment symboliques, puisqu'elles n'entreront en vigueur que si un certain nombre d'États limitrophes votent également en ce sens. Selon un sondage Thompson Reuters, 93 % des Américains sont en faveur de cet étiquetage.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.